

Marchiennes: élus et syndicats mobilisés pour protester contre la fermeture de la trésorerie

Publié le 10/10/2015

La manifestation, quoique discrète, n'est pas passée inaperçue. Samedi matin, les habitants qui ont croisé le cortège ont eu la possibilité de signer la pétition pour défendre la perception, qui doit fermer le 31 décembre.



C'est moins l'espoir d'inverser la tendance que l'exaspération de voir disparaître, les uns après les autres, les services publics dans les petites communes qui les animaient. « *On ne peut quand même pas rester sans rien dire !* », résumait Claude Merly, le maire de Marchiennes, qui avait pris la tête de la manifestation de samedi matin. Le cortège, composé des maires des sept communes desservies par la perception, du député Jean-Jacques Candelier, de Frédéric Delannoy, président de la communauté de communes Cœur d'Ostrevent et de représentants syndicaux (CGT, **Solidaires**) est parti à 10 heures de la place de l'abbaye, direction la trésorerie à quelques centaines de mètres. Le temps de prendre la pose, banderole en mains, les manifestants ont rapidement rejoint la place du marché où les passants ont pu signer la pétition contre la fermeture la perception de Marchiennes. « *On a déjà perdu la gendarmerie en 2002, nous ne sommes plus chef-lieu de canton et maintenant, on veut supprimer la perception, listait Claude Merly, inquiet des conséquences pour le fonctionnement municipal : si la régie de la commune se fait à Orchies, ce sera du temps perdu. Et pour faire une réclamation, comment feront les personnes âgées, qui ont des difficultés à se déplacer ?* » Même souci pour Laurent

Houillier, maire de Rieulay : « *Pour nous, ce n'est pas pareil d'aller à Orchies. Déjà, certains habitants ont du mal à aller jusqu'à Somain.* »

« *Marchiennes fait partie des fermetures pures, pour des questions budgétaires et de rationalisation des surfaces,* décryptait Mathias Wattelle, de la CGT Finances publiques. *Le problème, c'est que les anciens préfèrent payer leurs impôts au guichet. La trésorerie remplit une mission de lien social. Elle gère aussi le budget des collectivités territoriales et a un devoir de conseil vis-à-vis des élus.* »

Pour les syndicats, la balle est désormais dans le camp des élus : « *À eux de se mobiliser* », insistait un autre représentant de la CGT, en citant l'exemple de la trésorerie de Lannoy (métropole lilloise), sauvée la semaine passée.

« *Ça vient un peu tard, tout ça,* grinçait de son côté Jean-Jacques Candelier. *Ça fait des mois que l'on est au courant de la fermeture. J'ai écrit aux maires pour leur demander de prendre des motions. Trois ou quatre seulement l'ont fait.* » « *On ne peut pas voter la loi de finances et être là comme si de rien n'était aujourd'hui,* poursuivait le député, taclant sans ménagement les élus socialistes présents dans le cortège, à l'image de Frédéric Delannoy ou Laurent Houillier : « *La mobilisation doit être générale,* rétorquait ce dernier. *Il faut raisonner en termes d'aménagement du territoire, au-delà des clivages politiques.* »

Une conférence de presse aura lieu jeudi à 18 h 30 à la mairie de Marchiennes.